



*Le modèle anglo saxon définitivement adopté à l'unanimité par la politique française, en pleine connaissance de cause. Eussions-nous Fillon au présidentielles de 2017, c'eût été une politique identique qui fut tenue. Celle de Emmanuel Macron révèle son vrai visage plus ou moins masqué, à la fin d'un mandat chaotique qui ne laisse rien augurer de favorable à sa réélection pour 2022.*

*Le Président de la République parviendra-t-il à mener son dessein à terme, en réformant de fond en comble un pays on ne peut plus attaché à ses valeurs sociales ? Pour l'heure, rien n'est gagné ! Le dernier bras de fer avec la population risque de faire plier le pouvoir sur certains points d'achoppement : septembre entamera une énième rentrée des contestataires ; aucun doute à avoir sur ce sujet récurrent qui, rappelons-le, pose une contrainte générale pour tous ! -les réformes des retraites étant pratiquement adoptées, il appert une conjoncture délétère d'un point de vue social.*

*L'ultra libéralisme ayant gagné sur tous les fronts sociaux, excepté ceux dédiés à la précarité en hausse qui ne peut souffrir de diminution des minimas sociaux, il ne convainc point une majorité de français, recherchant presque désespérément une alternative politique qui répondrait à la faveur de leurs attentes. Cet « argent de dingue », évoqué par le Président, au cours de ces locutions populaires, imprègne la politique intérieure de rhétorique laconique, intentionnellement dispensée au gré des incidents survenus durant son mandat présidentiel, en des rencontres populistes augustiniennes (la rencontre avec Nicolas Sarkozy, conseillé de circonstance, ne corrigea nullement les bourdes et tromperies du Président en exercice).*

*La nouvelle que personne, même dans l'Enseignement supérieur, ne pensait apprendre de la presse officielle, est tombée : l'Université française sera payante ! Une façon républicaine d'évacuer les candidats pauvres, prétendant aux études supérieures dont les places se sont accrues considérablement, de telle sorte à accuser une situation pléthorique en ce domaine. La méthode pourrait paraître brutale, mais elle répond à un problème démographique qui gangrène ces places de choix, accordées aux privilégiés, dans le monde du travail surchargé de candidats à l'emploi. C'est aussi simple que cela : les diplômés et supers diplômés français n'ont plus la côte dans la sphère économique où les nations proposent des postes supérieurs aux diplômés brigüés, moyennant une « main-d'œuvre bon marché », plus malléable dans le cadre des professions exercées (rendement plus efficacité, le tout avec des résultats positifs escomptés). Le travail français ne paie plus : le coût de la vie indexe les salaires aux limites de l'endettement quotidien. L'Europe, l'Allemagne en tête, en est l'exemple le plus probant, laquelle ne brille plus par son intellectualisme égocentrique, mais par la concurrence des entreprises européennes qui luttent contre les nouvelles stratégies fraîchement émoulues de l'étranger. On ne pourra plus entreprendre des études universitaires pour le plaisir d'acquérir un savoir dans la sphère de la connaissance, car l'impérieux devoir « constitutionnel » désormais, repose, d'ores et déjà, sur des résultats suffisamment élevés pour convoiter des places professionnellement brigüées par les meilleurs candidats, sélectionnés parmi les premiers de la « classe » !*

*On sait qu'en France le Baccalauréat est une simple formalité d'admission aux études supérieures, diplôme duquel le niveau requis est inférieur aux exigences économiques développées au sein des sociétés consuméristes, moyennant des postes supérieurs à pourvoir, une fois les diplômés correspondant obtenus. L'enseignement dans le primaire ayant subi des coupures de programme, considérablement allégé, afin de « libérer » les cerveaux surchargés par une société moins exigeante en réflexion critique du système, le conditionnement des enfants engendrera une société plus obéissante aux injonctions politiques de demain (en privant l'accessibilité aux savoirs confisqués depuis une quarantaine d'années par les acteurs politiques de tous les gouvernements successifs, depuis la présidence de François Mitterrand, la France a affaibli son potentiel de se*

*maintenir dans des secteurs clefs). Du moins, si le contexte actuel, assujetti, répétons-le incessamment, aux aléas de la météorologie, ne succombe pas aux caprices du temps qui, à lui seul, est donc capable de chambouler toute une société, et cela aux quatre points cardinaux de ce qui reste de notre planète. Les prévisions politiques ne tenant point compte de ces futures perspectives, évidemment indéfinies concrètement, dont il est vrai que personne ne peut réellement augurer des événements qui modifieront la façon d'appréhender les sociétés après 2030, elles résident pour lors dans le bilan désastreux édité par le GIEC, ce mois d'août. Le temps qui nous est donc compté, laisse percevoir un paysage perturbé par des oscillations météorologiques inquiétantes, également pour l'économie de la planète dont dépend chaque pays. La date buttoir de l'avènement climatique ne laisse guère de choix aux politiques ! Quant au Savoir et à la Connaissance, les outils qui permettent d'y accéder, sans passer par les universités qui dorénavant couronneront leurs futurs élus aux diplômes, selon des critères financiers, ces deux valeurs inaliénables qui nous sont parvenues des Lumières, doivent être continues, au cœur du genre humain.*

Jean canal. 16 août 2021.